

La bataille fait rage autour du passe Navigo à prix unique

Mots clés : Budget, Vote, Passe Navigo, PARIS, FRANCE, ILE-DE-FRANCE, Figaro Paris, Jean-Paul Huchon, Cécile Duflot, EELV

Par Aude Seres

Mis à jour le 16/11/2011 à 11:23 | publié le 15/11/2011 à 09:02 Réactions (90)



Le système de zonage va peut-être disparaître à cause de lignes transversales qui permettront d'aller d'un bout à l'autre de la région. Crédits photo : Sébastien SORIANO/Le Figaro

Les Verts menacent de ne pas voter le budget de la région si le PS ne tient pas sa promesse de tarification unique en Ile-de-France. D'après négociations sont en cours.

Un **passé Navigo** à 78 euros par mois pour tous les Franciliens? Le sujet est au cœur d'intenses négociations à la région Ile-de-France. Si certains usagers sourient déjà en grande et moyenne couronnes, les détenteurs de forfait deux zones (52% des abonnés au Pass) ont de quoi grincer des dents. D'autant qu'ils ont vu, depuis 2009, le prix de leur forfait mensuel augmenter de près de 10%.

Cécile Duflot, secrétaire nationale d'Europe Écologie-Les Verts, a entamé un bras de fer avec Jean-Paul Huchon, président socialiste de la région. Rappelant un accord conclu lors de la campagne des élections régionales de 2010, la jeune élue a menacé que son groupe ne vote pas le budget de la région pour 2012 si une tarification unique pour le passe Navigo n'était pas adoptée. Au motif d'un principe d'équité géographique. Or, sans les voix des élus écologistes, pas de budget.

Selon une étude du Stif (**Syndicat des transports d'Ile-de-France**), un passé Navigo à 78 euros lui coûterait 250 millions d'euros. Un manque à gagner qu'il faudrait financer. Un tarif d'équilibre de 91 euros par mois serait en revanche neutre pour les finances du syndicat. Mais impossible à digérer pour l'utilisateur.

Une chose est claire, pas question pour la région et les départements de mettre la main au porte-monnaie, ont dit clairement à la fois **Jean-Paul Huchon**, président du conseil du Stif, et les présidents des conseils généraux. Et de trop faire porter le chapeau aux usagers en période de crise. Le maire de Paris, **Bertrand Delanoë**, s'est dit hostile en début de semaine à cette solution. Valérie Pécresse, à la tête du groupe UMP de la région, parle d'«aberration», rappelant que la priorité est l'amélioration de l'offre de transport. Autre «variable» évoquée à la région pour résoudre l'équation: les entreprises. Elles contribuent, à travers leur versement au Stif mais aussi par la prise en charge d'une partie du passe Navigo de leurs salariés. «C'est une déclaration de guerre!» lance le délégué général du Medef Ile-de-France, Jérôme Dubus, qui rappelle que les entreprises contribuent déjà à hauteur de 45% au fonctionnement du Stif, contre 29,7% pour les usagers. Comment sortir de l'impasse d'ici le 16 décembre, date du vote du budget? Jean-Paul Huchon croit à un compromis et exclut un clash sur son vote.

Selon Pierre Serne, conseiller régional écologiste et administrateur du Stif, «les 250 millions d'euros sont surestimés. Si l'on table sur la moitié, on peut imaginer plusieurs scénarios permettant de compenser ce surcoût: la hausse des tickets à l'unité, ou encore d'autres formules d'abonnement.» Une solution progressive d'ici 2012-2013 serait acceptable, évoque l'élue francilien. Reste que dans la perspective du **Grand Paris**, la plupart des acteurs s'accordent sur une évolution de la tarification. Le système de «zonage», tel que nous le connaissons aujourd'hui, risque d'être obsolète avec des lignes transversales qui permettront d'aller d'un bout à l'autre de l'Ile-de-France... sans changer de zones. De son côté, le Medef Ile-de-France a proposé une première étape avec la simplification en deux zones, l'une en zone dense, l'autre en grande couronne.

L'autre solution prônée par le Stif pourrait venir de... Tokyo. Le principe: un abonnement en nombre d'unités, sur le modèle d'un forfait téléphonique. Mais cela prendrait du temps pour équiper les stations et les gares.